



## Les bénéfices d'un euro fort sur la facture énergétique compensent-ils les pertes de compétitivité ?

12 octobre 2007

**E**n septembre 2007, les cours du pétrole et de l'euro sont montés au plus haut. Le prix du baril de Brent a dépassé 80 dollars le 28 septembre tandis qu'un euro permettait d'acheter 1,427 dollar. Les risques géopolitiques du dossier iranien ainsi que la baisse des taux d'intérêt de la Fed pourraient accentuer cette tendance. C'est la situation inverse de 2001 où le baril de pétrole ne coûtait que 24 dollars et l'euro ne valait que 0,90 dollar. L'appréciation de l'euro sur cette période a permis de limiter la hausse de la facture pétrolière française. Peut-on pour autant se réjouir d'un euro fort ? Autrement dit, les gains engrangés par la baisse du prix des importations compensent-ils les pertes en termes de compétitivité ?

Un euro fort a des effets favorables sur la facture pétrolière puisque les cours du pétrole sont fixés en dollars. La consommation française de brut (en totalité importée) est de près de 2 millions de barils par jour (mbj). Avec un prix du Brent à 75 dollars et un taux de change €/€ à 1,4, la facture annuelle est de 39,1 milliards d'euros<sup>1</sup>. Une hausse de 0,1 euro (à 1,5 €/€), c'est-à-dire une appréciation d'environ 7 % du taux de change permet une économie de 2,6 milliards d'euros sur la facture pétrolière. Cela équivaut à une baisse de 5 dollars du prix du pétrole par rapport à son niveau actuel.

Entre 2001 et 2007, la hausse de l'euro a ainsi permis des économies sur la facture énergétique française. En 2001, l'euro et le baril de pétrole valaient respectivement 0,9 \$ et 24 \$ contre 1,36 \$ et 69 \$ en 2007 (si le cours du pétrole et de l'euro demeure autour de 75 \$ et de 1,4 \$ jusqu'à la fin de l'année). La facture pétrolière est passée de 20,4 à 36,1 milliards d'euros, soit une hausse de 77 %. Sans appréciation de l'euro et sans les économies d'énergie, la facture pétrolière serait en 2007 de 57,6 milliards d'euros, soit une hausse de 183 % par rapport à 2001. La consommation française de pétrole est passée de 2,05 à 1,95 mbj. Cette baisse de près de 5% a permis d'économiser 2,8 milliards d'euros. Bien que non négligeable, le résultat de cet effort en matière énergétique apparaît dérisoire comparé à l'économie de 18,7 milliards permise par l'appréciation de l'euro (87% de l'économie totale). Aurait-on trouvé là le remède miracle contre les hausses du prix du pétrole ? Il est vrai que le gain réalisé sur la facture énergétique par la hausse de la monnaie européenne est important mais compense-t-il les effets néfastes sur l'économie française d'un euro fort ? Pour répondre à cette question, il faut distinguer deux effets.

Le premier est un *effet de revenu* dont une illustration a été fournie avec la consommation pétrolière. En abaissant le coût des importations, la hausse de l'euro permet d'augmenter d'autant la demande intérieure (consommation et investissement). 22,1% des produits consommés étant importés, dont 48% hors zone euro (ZE), une hausse de 7% de l'euro entraîne une hausse (en

<sup>1</sup> 75/1,4\*2000000\*365. Certains bruts achetés sont moins chers que le Brent, mais ils sont de qualité inférieure. Les écarts de prix avec le Brent correspondent à peu près au coût de raffinage supplémentaire.

<sup>2</sup> Pour simplifier, nous supposons que la hausse des exportations françaises due à l'effet de revenu positif dans les pays de la ZE est intégralement compensée par l'effet de revenu négatif dans les pays extérieurs à la ZE.

volume) de 0,74% (= 22,1%\*48%\*7%) de la demande intérieure, soit 13,5 milliards d'euros. Une partie, 27,9%, qui correspond à la part des imports dans la demande intérieure, est utilisée pour acheter des produits étrangers. Si bien que la hausse du PIB n'est que de 9,7 milliards d'euros<sup>2</sup> (voir tableau).

Cet effet favorable à la croissance française est contrebalancé par un *effet de substitution*. Un euro fort est préjudiciable pour le commerce extérieur français. En renchérissant le prix des exportations, il réduit ces dernières. En améliorant la compétitivité des producteurs étrangers, il augmente les importations au détriment de la production domestique. Le calcul de cet effet nécessite des hypothèses concernant les élasticités des importations et des exportations par rapport à leur prix respectif. Retenons les niveaux d'élasticité généralement estimés pour la France : 0,6. Une élasticité de 0,6 des exportations par rapport à leur prix signifie qu'une hausse de 7% du prix des exportations françaises (par rapport aux prix étrangers) entraîne une baisse de 4,2 % (=0,6\*7%) des quantités exportées.

La hausse de l'euro ne dégrade pas le commerce avec les autres pays de la ZE, puisque le prix des importations et des exportations en provenance ou à destination de cette zone reste inchangé. Elle n'affecte pas non plus les importations non substituables telles que le pétrole ou le gaz naturel qui représentent 10% des importations françaises (50,7 milliards d'euros). Par contre, une hausse de 7 % (0,1 euro) du taux de change €/ \$ entraîne une baisse de 4,2% des exportations à l'extérieur de la ZE (9,7 milliards d'euros) et une hausse équivalente des importations substituables hors ZE (8,1 milliards). Au total l'effet de substitution entraîne une baisse de 17,8 milliards d'euros du PIB supérieure à la hausse engendrée par l'effet de revenu (9,7 milliards). Au final, l'appréciation de 0,1 du taux de change €/ \$ coûte 8,1 milliards d'euros à l'économie française, soit 0,45% de croissance.

**Impact sur le PIB d'une appréciation de 0,1 (7%) du taux de change €/ \$**

En volume	PIB =	DI +	Exportations		Importations		
			ZE	HZE	ZE	HZE S	HZE NS
Niveau en 2006	1792,0	1817,8	250,2	231,0	263,6	192,6	50,7
(1) Effet revenu	9,7	13,5			2,0	1,4	0,4
(2) Effet substitution	-17,8		0,0	-9,7	0,0	8,1	0,0
<b>Total = (1) + (2)</b>	<b>-8,1</b>	<b>13,5</b>	<b>0,0</b>	<b>-9,7</b>	<b>2,0</b>	<b>9,5</b>	<b>0,4</b>

DI : demande intérieure, ZE : zone euro ; HZE : hors ZE ; S : substituable ; NS : non substituable.

La hausse du taux de change n'est donc pas le remède miracle pour réduire la facture énergétique des pays importateurs de pétrole. Si le gain immédiat est appréciable pour le consommateur, les pertes en termes de commerce extérieur sont plus importantes. Ce coût pour les producteurs français sera au final payé par les salariés par une moindre progression de leur rémunération et par une hausse du chômage. En plus, il est probable que la hausse de l'euro contribue à un pétrole cher. En effet, une baisse du dollar par rapport aux autres monnaies correspond à une perte de pouvoir d'achat pour les pays exportateurs puisque ils n'achètent pas toutes leurs importations en dollar. Cela incite l'OPEP à mener une politique de fixation des quotas qui favorise un prix du pétrole élevé.

A ce jour, il n'existe qu'une méthode efficace et permanente pour réduire la facture pétrolière de la France : les économies d'énergie sous toutes leurs formes (chasse aux gaspillages, réduction du parc automobile, amélioration du rendement des moteurs, substitution énergétique avec les énergies renouvelables et/ou nucléaire)